



CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO

E-E105950

VALABLE JUSQU'AU 05/07/2026

ÉDITÉ LE

25/06/2025

SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 01/02/2008

Forme juridique : SARL

Capital : DEPUIS LE 04/06/2024
70 000

Raison sociale : MAIGRET

PARC D'ACTIVITE DE LA VIGNE
35370 ETRELLES

Registre du commerce ou répertoire des métiers :
RC 2008B00263

Siret : 502 462 278 00016

Code NACE : 4322A

Numéro caisse de congés payés : 0039014-1

Assurance Responsabilité Travaux :

MAAF 135174956 Z 001

Assurance Responsabilité Civile :

MAAF 135174956 Z 001

Situation fiscale et sociale : A jour au 31/05/2025

Téléphone : 0223550586

Portable : 06 85 67 99 72

Fax :

Site Internet : www.ets-maigret.fr

E-mail : contact@ets-maigret.fr

Responsabilité légale :

MAIGRET PATRICE GÉRANT

Effectif moyen : 15

Tranche de classification : EFF2B

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
5211	Remplacement de chaudière gaz/fuel en logement individuel Mention RGE	01/07/2022
5212	Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m2 Mention RGE	16/09/2022
5311	Installation de vmc en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m2 Mention RGE	01/07/2022

Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
o Chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz	01/01/2021
o Radiateurs électriques, dont régulation.	01/01/2021
o Ventilation mécanique	01/07/2022

* ou du plus récent renouvellement

**LE PRÉSIDENT
DE QUALIBAT**

Gérard SÉNIOR

**SIGNATURE
DU TITULAIRE**



La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.